



# **Résultats du sondage 2009**

**Version courte**

Pour plus d'information ainsi que pour la version intégrale, vous pouvez vous référer au site internet :  
<http://www.vimentis.ch>

02.11.2009 – 31.12.2009

18'906 participants



## **Les résultats de 2009 en bref**

### **Sur l'armée**

La majorité de la population soutient l'armée et souhaiterait préserver le système de milice.

**Voir page 4**

### **Sur l'intégration**

Une grande majorité est pour une politique d'intégration plus stricte. En premier lieu, l'immigration doit être réduite et, afin d'améliorer l'intégration, des mesures contraignantes doivent être mises en place.

**Voir page 6**

### **Sur l'AVS**

Seulement 20% des jeunes interrogés pensent que leur retraite est garantie. Afin de garantir les retraites, les femmes devraient partir à la retraite à l'âge de 65 ans. De plus, les cotisations des personnes à haut revenu devraient être augmentées.

**Voir page 8**

### **Présentation du projet, représentativité et remerciements.**

**Voir page 10**

# Armée – Explications

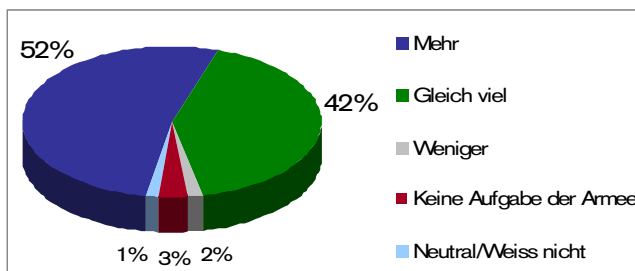
L'armée suisse était au cœur du débat politique. Plusieurs partis allaient jusqu'à requérir une remise en question de l'armée vis-à-vis de son rôle. Cependant, les résultats du sondage montrent, que de façon générale, la population est favorable à l'armée.

Une majorité de la population est donc pour un maintien du rôle de l'armée ainsi que de son système de milice avec un service obligatoire pour les hommes.

## Mission

Une majorité relative de la population souhaiterait conserver le rôle actuel de l'armée, c'est-à-dire la défense nationale, la sécurisation du territoire, le soutien aux autorités civiles en matière de sécurité et lors des grandes occasions. 32% des personnes interrogées estiment que l'action de l'armée à l'étranger, dans la promotion de la paix, est convenable. Cependant, 26% des personnes pensent que ceci ne fait pas partie des tâches de l'armée.

De façon similaire, 29% des sondés jugent que l'armée n'a pas à représenter les intérêts de la Suisse à l'étranger. Une majorité absolue de 52% réclame plus d'aide en cas de catastrophe, bien que ce sujet soit le moins controversé.



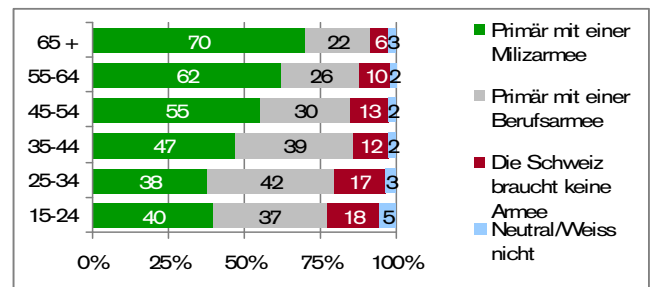
**94% de la population veut autant ou plus d'aide en cas de catastrophe.**

Plus les personnes sont âgées, plus elles préfèrent une armée axée sur la défense nationale et sur sécurité du territoire. Une majorité absolue des personnes votant pour le PST, le PS, les Verts ou les PVL sont pour une diminution de l'importance de la défense nationale. L'opinion de la suisse italophone vis-à-vis de la sécurité du territoire est frappante : une majorité relative de 46% est pour une augmentation de son importance, tandis qu'au niveau fédéral, seulement 23% sont de cet avis.

## Moyens

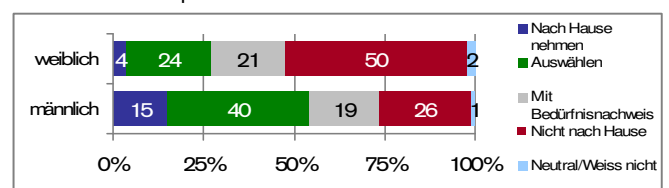
Une majorité absolue (54% des sondés) est pour le système de milice, tandis que 31% sont pour une armée professionnelle. 12% sont prêts à sup-

primer l'armée. Chez les personnes de plus de 65 ans, 70% d'entre elles sont pour le système de milice, tandis que les personnes âgées de 25 à 34 ans sont pour la mise en place d'une armée professionnelle. Un rejet général vis-à-vis de l'armée se remarque chez les personnes partisans pour les partis de gauche. Toutefois, de façon générale, les électeurs, tous partis confondus, sont pour une armée propre à la Suisse.



## L'approbation de l'armée de milice croît avec l'âge.

Le maintien d'un service militaire général pour les hommes est sans contredit approuvé par 83% de la population. Une majorité relative de 39% est cependant d'avis, qu'il faut laisser le libre choix entre le service militaire, le service civil et la protection civile. La proposition visant la mise en place d'un service militaire obligatoire pour les femmes rallie peu de personnes. Seulement 37% sont pour la mise en place d'un service obligatoire. 61% soutiennent le fait que les femmes aient le droit de faire un service. L'approbation du service obligatoire pour les femmes augmente en fonction de l'âge et du revenu. Les hommes de façon générale approuvent également cette mise en place. Une majorité absolue comprenant 67%, dont beaucoup de jeunes, sont pour une liberté de choix entre les modèles CR et service long. Une minorité de 39% souhaite interdire l'obligation de la remise en dépôt de l'arme personnelle. Celle-ci se retrouve principalement dans les cantons de GE et de VD ainsi que chez les votants pour le PST, le PS, les Verts ou les PVL. Les femmes soutiennent de façon bien plus marquante l'interdiction que les hommes.



**A l'inverse des hommes, les femmes veulent empêcher la remise en dépôt de l'arme personnelle.**

# Armée – Résultats

<b>Mission</b>	Plus	Autant	Moins	Pas de mission	N.s.p.
Dans quelle mesure l'armée suisse doit-elle s'impliquer dans les domaines suivants en comparaison à aujourd'hui?					
Défense	15%	45%	32%	3%	5%
Sécurité du territoire	23%	50%	16%	4%	7%
Soutien des autorités civiles pour les missions de sécurité	33%	43%	8%	11%	5%
Soutien logistique et organisationnel lors de grands événements en Suisse	27%	43%	10%	16%	4%
Aide en cas de catastrophe	52%	42%	2%	3%	1%
Maintien de la paix à l'étranger	22%	32%	16%	26%	4%
Protection des intérêts politiques et économiques de la Suisse à l'étranger	21%	35%	8%	29%	7%

## **Moyens**

Comment l'armée doit-elle assurer ses missions?

En premier lieu avec une armée de milice (obligations militaires pour les citoyens).	54%
En premier lieu avec une armée professionnelle.	31%
La Suisse n'a pas besoin d'une armée.	12%
Neutre/Ne sais pas	3%

Dans le cas d'une armée de milice, les citoyens suisses masculins doivent faire leur service militaire de la façon suivante:

Tout le monde doit faire le service militaire.	11%
Tout citoyen doit obligatoirement faire son service militaire. Les personnes ayant des conflits de conscience effectuent le service civil. Les personnes déclarées inaptes au service militaire sont affectées à la protection civile.	33%
Tout citoyen doit remplir ses obligations militaires. Cependant, il peut choisir librement entre l'armée, la protection civile et le service civil.	39%
Tout citoyen décide librement de faire le service militaire ou non.	15%
Neutre/Ne sais pas	2%

Dans le cas d'une armée de milice, les citoyennes suisses doivent faire leur service militaire de la façon suivante:

Tout le monde doit faire le service militaire.	4%
Toute citoyenne doit obligatoirement faire son service militaire. Les personnes ayant des conflits de conscience effectuent le service civil. Les personnes déclarées inaptes au service militaire sont affectées à la protection civile.	8%
Toute citoyenne doit remplir ses obligations militaires. Cependant, elle peut choisir librement entre l'armée, la protection civile et le service civil.	25%
Toute citoyenne décide librement de faire le service militaire ou non.	61%
Neutre/Ne sais pas	2%

Dans le cas d'une armée de milice, toutes les personnes ayant des obligations militaires effectuent leur service de la manière suivante:

École de recrues et cours de répétition (Modèle CR).	18%
Tout d'une traite (Modèle service long).	9%
Chaque personne ayant des obligations militaires peut choisir entre le modèle CR ou le service long.	67%
Neutre/Ne sais pas	6%

La remise de l'arme personnelle de service est réglée comme suit:

L'arme de service doit être ramenée à la maison.	9%
Le soldat peut choisir s'il veut ramener l'arme de service à la maison ou la déposer à l'arsenal.	31%
L'arme de service peut être prise à la maison uniquement contre une preuve d'utilité (p. ex. tir sportif).	20%
Il est interdit de ramener l'arme de service à la maison.	39%
Neutre/Ne sais pas	1%

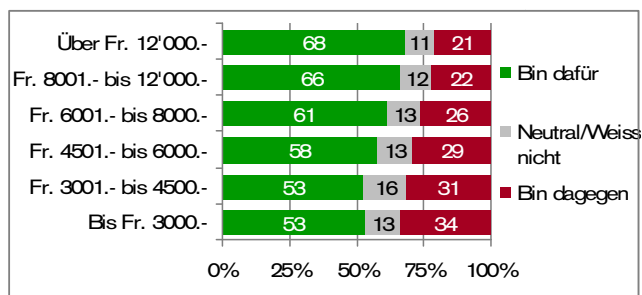
## Intégration – Explications

Le thème de l'intégration est dans un pays d'immigrants comme la Suisse un sujet permanent. Les résultats du sondage montrent que la population suisse perçoit une véritable nécessité d'agir en vue d'une meilleure intégration des étrangers.

Pour 39% de la population, il faut se focaliser sur une limitation plus sévère de l'immigration. Pour 39 autres pourcents, il est nécessaire d'instaurer des mesures obligatoires favorisant l'intégration, tel des cours de langue.

### Programmes d'intégration facultatif

60% de la population est pour une accélération de la procédure de l'autorisation de séjour, du moment que les migrants s'appliquent à favoriser leur intégration. L'approbation est croissante en fonction du revenu et de l'éducation.

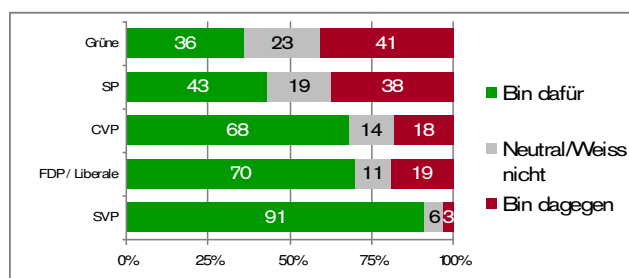


Les personnes ayant un revenu plus élevé sont prêtes à accorder plus tôt l'autorisation de séjour aux étrangers bien intégrés.

### Mesures d'intégration obligatoires

La proposition ayant reçu la plus grande approbation pour la naturalisation est celle d'un test de langue général ainsi que d'éducation civique. 84% de la population ainsi que les votants de tous les partis approuvent cette mesure. Plus les personnes sont âgées, plus elles répondent par l'affirmative à cette mesure. 92% des personnes de plus de 65 ans consentent à cette mesure.

Une proposition visant à conclure une convention d'intégration avec chaque migrant est plébiscitée par la population. L'approbation est particulièrement élevée chez les personnes votant pour UDC (91%).



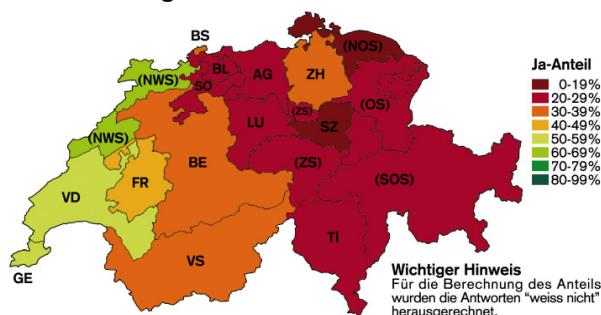
Les votants des partis de droite approuvent plus largement les conventions d'intégration.

Une grande majorité de la population est pour le fait que les personnes restant plus de deux années en Suisse aient l'obligation d'apprendre la langue de la région linguistique. L'approbation est visible dans tous les partis. Les différences se situent seulement vis-à-vis du financement du cours de langue. Une majorité absolue des partisans des Verts, du PS, du PDC et des PVL pour un partage des coûts entre les étrangers et l'État. 75% des partisans de l'UDC sont pour que les étrangers payent les coûts.

En ce qui concerne la proposition d'enseigner la langue de la région linguistique aux enfants des immigrés avant leur scolarisation, la population est d'accord à 60%. Les habitants de la Suisse francophone ainsi que les habitants du canton de BS soutiennent particulièrement cette proposition.

### L'encouragement à la tolérance réciproque

Une majorité relative soutient la proposition visant un soutien financier commun du canton et de l'État fédéral pour les événements culturels organisés par les étrangers. 59% de la population approuve la proposition qui permettrait d'aborder à l'école le contexte culturel des élèves. 57% des sondés sont contre le fait de donner le droit de vote aux étrangers au niveau cantonal.



Seuls les cantons de Genève, de Vaud ainsi que la Région NWS acceptent de donner le droit de vote aux étrangers.

# Integration – Résultats

## **Approche principale**

Comment les tensions possibles entre les Suisses et les immigrés doivent-elles être réglées en premier lieu?	
Limiter l'immigration	39%
Offrir un plus grand programme d'intégration facultatif	8%
Prendre plus de mesures d'intégration obligatoires	39%
Encourager l'acceptation chez les Suisses	11%
Ne pas prendre de mesure	1%
Neutre/Ne sais pas	2%

## **Limitation de l'immigration**

	Oui	Non	N.s.p.
L'État prend des mesures publicitaires pour réduire l'attrait de la Suisse en tant que pays d'immigration dans certains pays/régions définis..	55%	28%	17%

## **Programmes d'intégration facultatif**

	Oui	Non	N.s.p.
L'État et les cantons encouragent l'intégration des personnes avec d'autres influences culturelles sur le lieu de travail.	57%	29%	14%
A l'école, les enfants d'immigrés ont la possibilité de suivre des leçons sur leur culture et leur langue maternelle.	54%	13%	33%
Les immigrés, qui s'appliquent particulièrement à s'intégrer, peuvent demander l'autorisation de séjour durable plus tôt.	60%	27%	13%

## **Mesures d'intégration obligatoires**

	Oui	Non	N.s.p.
Avant l'entrée à l'école obligatoire, les enfants d'immigrés doivent suivre des cours linguistiques de la langue officielle de leur commune de domicile, le tout financé par l'État.	60%	28%	12%
Pour obtenir la naturalisation, il faut obligatoirement réussir un test linguistique et un test de connaissances civiques uniformisés pour toute la Suisse	84%	9%	7%
Lors de son établissement, chaque immigré signe un accord d'intégration standard. Une commission de la commune de domicile juge les progrès d'intégration et peut, si nécessaire, appliquer des sanctions jusqu'au retraitement de l'autorisation de séjour.	69%	18%	13%
Les étrangers, qui désirent rester en Suisse plus de 2 ans, doivent obligatoirement apprendre la langue de la région dans laquelle ils se trouvent.			
Oui. Les étrangers assument les coûts financiers des cours de langue.			44%
Oui. L'État assume les coûts financiers des cours de langue.			9%
Oui. Les étrangers et l'État assument les coûts financiers à parts égales..			42%
Non.			4%
Neutre/Ne sais pas			1%

## **L'encouragement à la tolérance réciproque**

	Oui	Non	N.s.p.
Les cantons et les communes soutiennent financièrement des activités conjointes entre les étrangers et les habitants.	46%	37%	17%
À l'école, les différentes cultures des camarades sont traitées.	59%	27%	14%
Le canton limite le nombre de personnes de même nationalité dans les communes et les quartiers pour favoriser l'intégration de la population étrangère parmi les Suisses.	46%	36%	18%
Les étrangers qui vivent depuis 8 ans en Suisse obtiennent le droit de vote (et d'élection) au niveau cantonal mais ils ne sont pas éligibles.	30%	57%	13%

# La prévoyance retraite – Explications

Dû au changement démographique, l'AVS se trouve confrontée à un grand défi. Pour les prochaines années, l'AVS va probablement devoir faire face à un problème de financement. L'inquiétude de la population vis-à-vis de ce problème est d'autant plus grande.

Seulement 40% de la population pense que sa retraite est assurée. Chez les jeunes, la part est de plus ou moins 20%. Afin d'assurer les retraites, une majorité de la population voudrait d'abord augmenter l'âge de la retraite chez les femmes à 65 ans, augmenter les cotisations des personnes à haut revenu et les taxes sur l'alcool et le tabac.

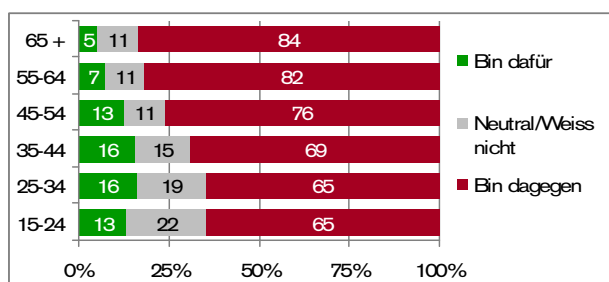
Il n'y a pas de consensus vis-à-vis d'une augmentation générale de l'âge de la retraite ni d'une diminution des pensions.

## Cotisations pour l'AVS

48% des sondés sont pour une augmentation des cotisations pour l'AVS (30% sont contre). Quand il s'agit de ressources concrètes de cotisations, on ne trouve un consensus vis-à-vis de l'augmentation des taxes qu'au niveau du tabac (67%) et de l'alcool (62%). Face à des retenues sur le salaire ou des augmentations de l'impôt fédéral, des taxes sur les huiles minérales ou de la TVA, il n'y a pas de consensus. Cependant, 60% de la population est pour une augmentation des retenues sur le salaire en faveur de l'AVS, en sachant que les retenues, sur un salaire plus élevé, augmentent de façon nettement supérieure à la moyenne. Chez les partis de gauche cette proposition est particulièrement approuvée.

## Diminution des retraites AVS

La diminution des retraites AVS est rejetée de façon marquante à 72%. Particulièrement les personnes proches de l'âge de la retraite ainsi que les retraités sont contre une diminution.



Les jeunes s'opposent de manière moins forte que les personnes âgées à une diminution de la retraite.

Cependant, 53% des sondés sont pour une diminution de la retraite AVS chez les personnes à haut revenu. Les partisans de tous les partis, à l'exception des Libéraux-Radicaux, sont d'accord sur ce point. Toutefois, les personnes à haut revenu rejettent la proposition de façon radicale.

La proposition visant à indexer les retraites AVS sur la hausse des prix et non sur l'évolution globale des salaires est également acceptée de façon majoritaire à 45% et rejetée à 34%.

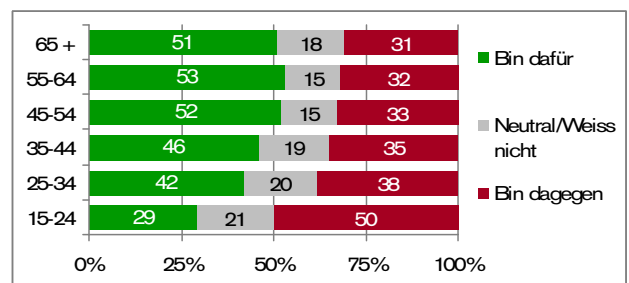
Une autre proposition prévoyant une réduction générale de la rente maximale accompagnée d'un maintien de la rente minimale est rejetée à 55% par la population. 27% des sondés y consentent.

## Relèvement de l'âge de la retraite

Concernant le relèvement de l'âge de la retraite, il n'y a pas de consensus. 54% rejettent cette mesure. Seuls les votants de la PLR la soutiennent. Un relèvement de l'âge de la retraite chez les femmes de 64 à 65 ans est accepté par une large majorité (61%). Les hommes ainsi que les personnes à haut revenu approuvent cette mesure de façon nettement majoritaire.

De plus, 69% sont pour un âge de la retraite qui ne soit pas fixé en fonction de la profession exercée. Notamment les romands ainsi que les partisans du PST, du PS et des Verts soutiennent cette proposition.

Le passage à un système dans lequel le nombre d'années de travail fera foi, et non plus l'âge des personnes, est soutenu par une majorité relative de 47%. Les 15-25 ans ainsi que le canton d'Argovie rejettent cette proposition.



Les 15-24 ans rejettent le fait de devoir travailler un nombre déterminé d'années.

57% des sondés sont pour plus de flexibilité au niveau de l'âge de la retraite. Cependant, 32% veulent laisser les choses dans leur état actuel. Plus le niveau d'éducation des personnes est élevé, plus les personnes souhaitent une flexibilité.



# La prévoyance retraite – Résultats

<b>Estimation et approche principale</b>	<b>Oui</b>	<b>Non</b>	<b>N.s.p.</b>
Ma retraite est assurée.	40%	31%	29%
Je suis prêt à travailler plus longtemps pour que ma retraite soit assurée.	36%	46%	18%
Les cotisations de l'AVS augmentent.	48%	34%	18%
Les cotisations de l'AVS diminuent.	11%	75%	14%
L'âge de la retraite augmente.	30%	54%	16%
Qui est responsable en premier lieu de la préparation de la prévoyance vieillesse?			
État			56%
Chaque individu			40%
Famille/Parenté			1%
Neutre/Ne sais pas			3%
<b>Cotisations pour l'AVS</b>	<b>Oui</b>	<b>Non</b>	<b>N.s.p.</b>
À partir de quelles sources, les cotisations supplémentaires pour l'AVS doivent-elles être perçues?			
Augmentation des retenues sur le salaire.	35%	50%	15%
Augmentation de la taxe sur la valeur ajoutée.	36%	53%	11%
Augmentation de l'impôt fédéral direct.	18%	68%	14%
Augmentation de l'impôt sur les articles de tabac.	67%	26%	7%
Augmentation de l'impôt sur les produits pétroliers.	38%	50%	12%
Augmentation de l'impôt sur l'alcool et la bière.	62%	30%	8%
Le pourcentage des retenues sur le salaire augmente plus le revenu est élevé (progression de la retenue AVS).	60%	27%	13%
<b>Diminution des retraites AVS</b>	<b>Oui</b>	<b>Non</b>	<b>N.s.p.</b>
Les personnes riches reçoivent une plus petite rente AVS.	53%	36%	11%
La rente AVS maximale est raccourcie. La rente minimale reste la même.	27%	55%	18%
Les rentes AVS sont adaptées à l'inflation uniquement et non plus au développement général des salaires.	44%	33%	23%
<b>Relèvement de l'âge de la retraite</b>	<b>Oui</b>	<b>Non</b>	<b>N.s.p.</b>
L'âge ordinaire de la retraite est relatif à la profession. Les personnes exerçant une profession pénible reçoivent la rente de l'AVS plus tôt que d'autres exerçant des professions moins fatigantes.	69%	21%	10%
À l'avenir, ce ne sera plus l'âge des personnes qui fera foi pour la retraite, mais les années de travail qu'elles auront effectuées.	47%	36%	17%
Flexibilisation de l'âge de la retraite:			
Est élargie			57%
Reste la même			32%
Est limitée			5%
Neutre/Ne sais pas			6%
L'âge ordinaire de la retraite pour les hommes est fixé à:			
<64: 8%      64: 7%      65: 50%      66: 10%      67: 15%      >67: 6%      N.s.p: 4%			
L'âge ordinaire de la retraite pour les femmes est fixé à:			
<64: 15%      64: 18%      65: 38%      66: 7%      67: 11%      >67: 5%      N.s.p: 6%			

# Présentation du projet et représentativité

## **But du projet**

Vimentis est le plus grand sondage en ligne politiquement neutre sur l'avenir de la Suisse, avec chaque année, environ 20'000 participants. Pendant neuf semaines, la population suisse a pu, sur le site [www.vimentis.ch](http://www.vimentis.ch), de façon anonyme, prendre position sur trois thèmes, répartis sur 66 questions. De ce fait, un dialogue plus soutenu entre la population et la politique a pu être créé.

Cette année, les questions se regroupaient autour des trois thèmes suivants : l'armée, la prévoyance vieillesse et l'intégration. Notre but est, par le sondage, d'examiner des propositions politiques à un stade préliminaire du débat vis-à-vis de leur capacité à regrouper une majorité politique. Grâce à cette base de données, les politiciens comme les personnes intéressés peuvent s'en servir de fondement et ainsi, promouvoir l'innovation politique. La démocratie directe peut, par notre action, être consolidée et amener un dynamisme politique. Un autre but est celui de mobiliser la population vers une participation active sur l'avenir de la Suisse.

Ce projet est mené par six étudiants de l'Université de Saint-Gall ainsi que de l'EPFZ. Grâce à des orientations variées, nous pouvons avoir des points de vue divers qui nous permettent d'avoir une vision globale des différents thèmes. Le groupe a travaillé de façon bénévole à la réalisation de l'étude.

Le sondage en ligne a été lancé par l'association Vimentis (anciennement Perspective Suisse). Sous ce nouveau label commun, le peuple a accès à des informations détaillées et neutres, et peut ainsi se forger une opinion de façon autonome. Une neutralité absolue ainsi que des exigences qualitatives élevées nous permettent de tisser des liens étroits avec la population suisse. Un large succès à travers les médias ainsi que

chez les politiciens de tous les partis récompense notre travail.

## **Représentativité**

Un sondage ordinaire en ligne n'est généralement pas représentatif. Autrement dit, il ne dit rien sur l'opinion de la population entière. Ceci se laisse expliquer de trois manières :

- § Les personnes qui n'ont pas accès à internet ne participent que rarement au sondage.
- § Seules les personnes ayant connaissance du sondage peuvent aussi y participer.
- § Seules les personnes étant intéressées au thème du sondage y participent.

Néanmoins, afin d'avoir un résultat représentatif, plusieurs facteurs doivent être pris en compte.

Afin que la plupart des Suisses aient connaissance de ce sondage, plus de neuf millions de publicités ont été mises sur internet. De plus, de nombreux partis politiques cantonaux comme locaux ont été informés vis-à-vis de la réalisation de ce sondage. D'autres cercles ont pu être atteints par un travail de communication et des partenariats.

En outre, toutes les réponses ont été pondérées en fonction de critères démographiques tels que l'âge, le sexe, le canton et l'éducation. De ce fait, l'échantillon reflète la population suisse de façon exacte.

Grâce à ces mesures, particulièrement celle de la pondération, les distorsions des sondages en ligne sont quasiment totalement éliminés. On arrive de ce fait à un résultat de qualité et pertinent.

Les résultats de Vimentis sont donc, grâce à 20'000 participants et une tolérance d'erreur de +/- 5%, représentatifs.

# Échantillon et méthode

## Questionnaire

Le questionnaire comprend en tout 66 questions. Les 12 premières questions portent sur des données sociodémographiques de la personne ainsi que sur son comportement de vote. Les 54 questions restantes portent sur les trois thématiques: l'armée, la prévoyance vieillesse et l'intégration.

## Collecte des données

Les données ont été collectées selon la manière décrite ci-dessus par le sondage en ligne ouvert du 01.11.2009 au 01.01.2010.

Afin d'éviter plusieurs participations de la même personne ou que des personnes remplissent le questionnaire de façon aléatoire, plusieurs moyens techniques ont été mis en place. 2659 réponses qui furent suspectées (manipulation par plusieurs participations ou qui furent remplies de façon aléatoires) ont été supprimées de l'évaluation.

De plus, pour l'évaluation, les réponses données par des citoyens étrangers ont été supprimées. Ceci fut nécessaire, vu que le nombre de participants étrangers vivant en Suisse ne fut pas assez élevé pour être pris en compte.

## Échantillon

Après l'élimination de 2569 participants, pour lesquels des doutes au niveau de la manipulation subsistaient, et de 592 réponses, données par des personnes ayant moins de 15 ans ou des citoyens non-suisse, l'échantillon comprend 18'906 participants. Sans un travail postérieur, l'échantillon ne serait pas représentatif et comporterait les biais statistiques suivants :

Biais sociodémographique : les jeunes ainsi que les hommes ayant reçu une bonne éducation et ayant un haut revenu ont un accès plus développé

à internet et ont conséquemment participé de façon sur-proportionnelle au sondage.

Biais psychographique: Surtout dans la classe d'âge des plus de 65 ans, un biais peut apparaître dû à un accès à internet moins répandu. La participation au sondage s'est effectuée sur l'initiative des participants même.

On peut de ce fait partir du postulat, que les personnes étant intéressées à la politique ont participé de façon prépondérante.

Afin de corriger les biais sociodémographique, les réponses ont été pondérées en fonction de l'éducation, du sexe, du canton et de l'âge. Pour ceci, les données de l'enquête suisse sur la population active ont été utilisées comme base.

## Régions

Afin de limiter les effets des biais statistiques, les réponses qui regroupaient moins de 500 personnes ne furent pas prises en compte. De plus, les cantons qui furent représentés avec moins de 500 personnes furent regroupés avec d'autres cantons de la région. Cependant, le résultat de la région ne dit rien sur le résultat du canton.

Les cantons suivants furent regroupés sous une région:

<b>Région</b>	<b>Nom</b>	<b>Cantons</b>
NWS	Nord-ouest de la Suisse	JU, NE
NOS	Nord-est de la Suisse	TG, SH
OS	Est de la Suisse	SG, AI, AR
SOS	Sud-est de la Suisse	GL, GR
ZS	Suisse centrale	UR, NW, OW, ZG

# Résultat sur internet-base de données – Nouvelle version

**Tous les résultats peuvent être consultés tranquillement et de façon détaillée sur internet!**

**VIMENTIS**  
Die Meinungsumfrage

Startseite Fragebogen   Publikationen Ergebnisse   Lexikon Ziele der Umfrage   Online-Umfrage Methodik

**Datenbank über die politische Meinung des Schweizer Volks**

Vimentis - Die Meinungsumfrage ist eine jährliche Internetumfrage über das Befinden und die Meinung der Schweizer Bevölkerung. Die Ergebnisse können in der folgenden Recherche-Datenbank abgefragt werden. Die Recherchedatenbank erlaubt es jede Frage nach 9 verschiedenen Kriterien (Alter, Geschlecht, etc.) auszuwerten.

Thema   Jahr   Suche

**Bitte wählen Sie ein Thema:**

- Arbeitsmarktpolitik (5)
- Bildung (12)
- Energiepolitik (17)
- Familien- und Jugendpolitik (48)
- Gesundheitspolitik (14)
- Gleichberechtigung (9)
- Integrations- und Migrationspolitik (11)
- Regionalpolitik / Service public (7)
- Soziale Sicherheit / Altersvorsorge / Armut (21)
- Staatsfinanzen und Steuerpolitik (33)
- Staatssystem / Staatsreform (16)
- Umweltschutz (13)
- Verkehrspolitik (7)
- Wirtschaft / Wirtschaftswachstum (19)

Au total, plus de 300 questions sur 15 thèmes sont gratuitement disponibles. La base de données comprend de ce fait tous les résultats des sondages effectués par Vimentis depuis 2004. De plus, vous pouvez classer les résultats en fonction de différents critères démographiques, tel l'âge, le sexe, le parti, le canton, l'éducation, etc.

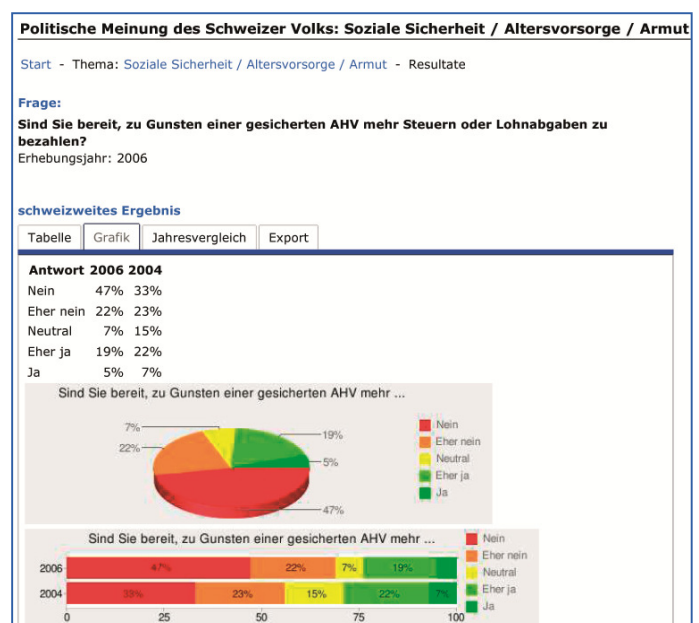
**La nouvelle version de la base de données avec des fonctions élargies est maintenant disponible!**

Des graphiques clairs

Une utilisation simplifiée

Des comparaisons avec les résultats des années précédentes

Possibilité d'exporter vers Excel ou PDF



**Vous trouverez la base de données sur le site internet: <http://ergebnisse.vimentis.ch>**

# Remerciements

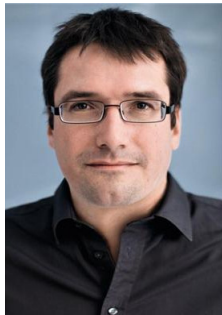
Sans le généreux soutien de plusieurs personnalités, entreprises et organisations, le projet Vimentis n'aurait jamais pu être réalisé. Nous les remercions chaleureusement pour l'engagement ainsi que pour les précieuses contributions de partenariat.

Nous remercions chaleureusement:

## Le patronat



Ueli Leuenberger  
Président des Verts



Christian Levrat  
Président PS



Christophe Darbellay  
Président PDC



Fulvio Pelli  
Président PLR



Toni Brunner  
Président UDC

## Les partenaires de communication



## Autres partenaires



## ***Mentions légales :***

### **Vimentis**

Postfach

9000 St. Gallen

[www.vimentis.ch](http://www.vimentis.ch)



### **Rédaction:**

Philipp Egger, Lukas Grossenbacher, Livia Notter, Andreas Ott, Raphael Scherrer, Stefan Züst

Toutes les désignations sur le sexe de la personne dans le rapport valent toujours pour les femmes et les hommes.

Toutes les données et les graphiques peuvent être utilisés de façon libre avec indication de la source.

Publication: Mars 2010